

COMMERCE ALIMENTAIRE : Avantage social complémentaire.

C.C.T. valable du 1.1.2002 au 31.12.2002 et tacitement reconductible (A,R. demandé).

A.R. :

M.B. :

C.P. COMMERCE ALIMENTAIRE -

Chapitre I » Champ d'application.

Art. 1. § 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant de la C.P. du commerce alimentaire.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre II - Nature de l'avantage.

Art. 2. Les ouvriers occupés par une des entreprises visées à l'art. 5, a, des statuts du Fonds Social et de Garantie du Commerce Alimentaire, ont droit chaque année à un avantage social complémentaire à charge du Fonds précité, dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

Chapitre III - Conditions d'octroi.

Art. 3. Pour bénéficier de l'avantage, les ouvriers visés à l'art. 1 doivent remplir les conditions suivantes :

1. être affiliés avant le 1^{er} mai de l'année civile précédant l'année de paiement à l'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs, fédérées sur le plan national, à savoir :
 - la Centrale chrétienne de l'Alimentation et des Services (CSC)
 - la Centrale des travailleurs de l'alimentation et de l'hôtellerie (FGTB)
 - la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB)
2. avoir été occupés, durant un mois au moins au cours de l'année civile précédant l'année de paiement, par une des entreprises visées à l'art. 5, a, des statuts du Fonds précité.

Chapitre IV - Montant.

Art. 4. Le montant de l'avantage est fixé à 8,26 € par mois d'occupation au cours de l'année civile précédant l'année de paiement et à 99,16 € pour l'année civile complète d'occupation.

Par mois d'occupation, il faut également entendre tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze, ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail en vigueur depuis le premier jour du mois a pris fin après la date du quinze.

NEERLEGGING-DÉPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

08.01.2002

04.04.2002

NH
N°

61.940/10/119

Pour la détermination des mois d'occupation à prendre en considération, il est tenu compte des journées de travail effectives aussi bien que des journées assimilées, conformément aux décisions prises à ce sujet par la C.P. du commerce alimentaire.

Chapitre V - de paiement.

Art. 5. Les employeurs visés à l'art. 5, a, des statuts du Fonds remettent avant le 1^{er} avril de l'année de paiement, à chaque ouvrier occupé dans leur entreprise au cours de l'année civile précédente, un formulaire en double exemplaire, dûment rempli et signé, dont le modèle est arrêté par la C.P. du commerce alimentaire.

Ces formulaires sont mis à leur disposition d'office ou à leur demande, par l'administration du Fonds, établie rue St. Bernard, 60 à 1060 Bruxelles.

Art. 6. Les ouvriers remplissant les conditions d'octroi visées à l'art. 3 de la présente convention collective de travail, remettent à l'organisation mentionnée à l'art. 3, dont ils sont membres, le formulaire en double exemplaire, visé à l'art. 5.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'ouvrier intéressé ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de l'avantage. Après avoir fait contrôler ces opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle d'ouvriers, elle émet au nom et au profit de l'intéressé un chèque bancaire numéroté dont le montant représente l'avantage auquel il ou elle a droit.

La vérification, le contrôle et l'émission ont lieu du 1^{er} avril au 15 septembre de l'année de paiement.

Art. 7. Avant le 15 octobre de l'année de paiement, chacune des organisations visées à l'art. 3 fournit au Fonds Social un décompte reprenant le nombre, les numéros et le montant total des chèques qu'elle a émis.

Les organisations sont tenues de conserver les formulaires de demande et le double des chèques s'y rapportant qui sont contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le Conseil d'administration du Fonds.

Les chèques bancaires non utilisés sont remis à l'administration du Fonds au plus tard huit jours après la date de fin d'émission.

Chapitre VI » Dispositions finales.

Art. 8. La présente convention remplace et abroge la convention du 30.6.1999.

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2002.

Le 1^{er} janvier de chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au Président de la C.P. du commerce alimentaire, qui en informe ses membres.

Journées prestées et assimilées.

Liste établie par la C.P. le 15.12.1971, modifiée les 13.4.1973, 22.12.1976, 13.7.1977, 8.12.1987 et 19.12.1990.

Par journées prestées, il faut entendre :

1. Les journées ou parties de journées effectivement prestées.
2. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple : salaire hebdomadaire garanti, jours fériés, petits chômages, etc. ...).
3. Les journées pendant lesquelles le travail est suspendu en raison des vacances annuelles auxquelles les ouvriers ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.
4. Le 6ème jour non presté de chacune des semaines de 5 jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur 5, tantôt sur plus de 5 jours.

Par journées assimilées, il faut entendre :

1. Les journées d'incapacité de travail totale, résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.
2. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égal à 66 %
3. Les journées comprises dans les douze premiers mois d'absence due à un accident qui n'est pas un accident de travail, ou à une maladie qui n'est pas une maladie professionnelle.
4. Les journées de repos de grossesse et d'accouchement : telles que prévues par les dispositions de l'art. 39 de la loi du 16.3.1971 sur le travail.
5. Le service militaire, à condition que l'intéressé ait été occupé immédiatement avant et après son service dans une entreprise affiliée au Fonds social et de garantie du commerce alimentaire.
6. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve.
7. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre du conseil de famille, témoin en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote).
8. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales, reprises à l'art. 16, 9^e et 10^e de l'A.R. du 30.3.1967 (M.B. du 6.4.1967) modifié par l'A.R. du 20.7.1970 (M.B. du 31.7.1970).
9. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale, organisées par les organisations

représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de 12 jours au maximum par an. 9

10. Les journées de grève ou de lock-out, dans les conditions suivantes

- a. l'ouvrier doit avoir été effectivement occupé au moins un jour des 28 jours successifs précédant le jour du début de la grève ou du lock-out
- b. la grève doit :
 - avoir été précédée d'une tentative de conciliation faite par un conciliateur, choisi par les parties ou à la demande de l'une d'elles, par le Ministre de l'Emploi et du Travail
 - intervenir à l'expiration d'un préavis collectif de grève, notifié par une organisation syndicale représentée à la C.P. dont relève l'entreprise.

Ce préavis peut être signifié, au plus tôt, le septième jour qui suit la première réunion tenue par le conciliateur choisi ou désigné.

Il est notifié, soit par lettre recommandée à la poste adressée à chaque employeur individuellement, soit par l'insertion dans le procès-verbal d'une réunion de conciliation.

Il prend cours le jour qui suit celui au cours duquel il est notifié et sa durée est d'au moins sept jours.

11. Les journées de chômage partiel.

12. La période de congé extralégale des travailleurs étrangers, accordés par l'employeur, qui rentrent dans leur pays.

13. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'établissement scolaire et le début de leur premier contrat de travail (avec un maximum de 4 mois, cette limite est portée au 31 décembre pour les jeunes ayant terminé l'année scolaire).

Il y a lieu de calculer les droits de la même façon que prévu par la législation relative aux vacances annuelles des ouvriers, c'est-à-dire que le début du premier contrat de travail doit se situer dans les quatre mois après la fin des études; cette limite est portée au 31 décembre (soit environ 6 mois) pour les jeunes ayant terminé entièrement l'année scolaire.

Dans ce cas, la période encore passée à l'école, ainsi que la partie des 4 mois (ou 6 mois) non travaillée tombant entre la date où ils quittent l'école et le 31 décembre de l'année en cours, sont assimilées à des journées de travail normal.

14. Pour les prépensionnés, la période comprise entre la date de mise à la prépension et le 31 décembre de la même année.

15. Pour les pensionnés, la période comprise entre la date de mise à la retraite et le 31 décembre de la même année.

16. La période comprise entre le décès d'un ouvrier et le 31 décembre de la même année.

HANDEL IN VOEDINGSWAREN : Aanvullend sociaal voordeel

C.A.O. geldig van 1.1.2002 tot 31.12.2002 en stilzwijgend verlengd (K.B. gevraagd).

K.B. :

S.S. :

P.C. HANDEL IN VOEDINGSWAREN -

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied.

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder het P.C. voor de handel in voedingswaren.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk i - Aard van het voordeel.

Art. 2. De arbeiders tewerkgesteld door één van de ondernemingen bedoeld in art. 5, a, van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Handel in Voedingswaren, hebben elk jaar recht op een aanvullend sociaal voordeel ten laste van genoemd Fonds, in de voorwaarden bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk III - Toekenningsvoorwaarden.

Art. 3. Om het voordeel te bekomen moeten de in art. 1 bedoelde arbeiders aan volgende voorwaarden voldoen :

1. vóór 1 mei van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling zijn aangesloten bij één van de representatieve interprofessionele organisaties van arbeiders welke op nationaal vlak zijn verbonden, namelijk :
 - de Christelijke Centrale Voeding en Diensten (ACV)
 - de Centrale voor Voeding- en Hotelarbeiders (ABVV)
 - de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB)
2. gedurende ten minste één maand in de loop van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling tewerkgesteld geweest zijn door één van de in art. 5, a, van de statuten van bovenvermeld Fonds bedoelde ondernemingen.

Hoofdstuk IV - Bedrag.

Art. 4. Het bedrag van het voordeel is vastgesteld op 8,26 € per maand tewerkstelling in de loop van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling en op 99,16 € voor het volledig kalenderjaar van tewerkstelling.

Onder maand tewerkstelling dient tevens verstaan, elke maand in de loop waarvan de

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
08.01.2002	04.04.2002	N° 61.940/00/019

arbeidsovereenkomst uiterlijk de 15de is ingegaan, alsmede elke maand in de loop waarvan de sedert de eerste dag van de maand lopende arbeidsovereenkomst na de 15de een einde heeft genomen. 4

Bij het bepalen van de maanden tewerkstelling die in aanmerking worden genomen, wordt rekening gehouden met de werkelijk gepresteerde arbeidsdagen, evenals met de dagen die zijn gelijkgesteld overeenkomstig de beslissingen dienaangaande genomen door het P.C. voor de handel in voedingswaren.

Hoofdstuk V - Betalingsmodaliteiten.

Art. 5. De in art. 5, a, van de statuten van het Fonds bedoelde werkgevers overhandigen vóór 1 april van het jaar van betaling aan elke arbeider die in hun onderneming zijn tewerkgesteld geweest in de loop van het voorgaand kalenderjaar, een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier in dubbel exemplaar, waarvan het model wordt vastgesteld door het P.C. voor de handel in voedingswaren.

Deze formulieren worden ambtshalve of op hun verzoek ter beschikking gesteld door het beheer van het Fonds, gevestigd St. Bernardusstraat, 60 te 1060 Brussel.

Art. 6. De arbeiders die de in art. 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde toekenningsvoorwaarden vervuilen maken het in art. 5 bedoelde formulier in dubbel exemplaar over aan de in art. 3 vermelde organisatie waarvan zij lid zijn.

Deze organisatie gaat na of de betrokken arbeider werkelijk is aangesloten en of hij of zij een recht kan doen gelden en berekent het bedrag van het voordeel. Na die verrichtingen te hebben doen controleren door een andere representatieve interprofessionele organisatie van arbeiders, geeft zij op naam en ten voordele van de betrokkene een genummerde circulaire bankcheck uit waarvan het bedrag overeenstemt met het voordeel waarop hij of zij recht heeft.

Het nazicht, de controle en de uitgifte hebben plaats van 1 april tot 15 september van het jaar van betaling.

Art. 7. Vóór 15 oktober van het jaar van betaling bezorgt iedere in art. 3 bedoelde organisatie aan het Sociaal Fonds een afrekening met vermelding van het aantal, de nummers en het totaal bedrag van de door haar uitgegeven checks.

De organisaties dienen de aanvraagformulieren en het dubbel van de daarop betrekking hebbende checks te bewaren; deze worden gecontroleerd door de daartoe door de Raad van beheer van het Fonds aangeduide personen.

De niet gebruikte circulaire bankchecks worden aan het beheer van het Fonds overhandigd ten laatste acht dagen na de datum van het einde van de uitgifte.

Hoofdstuk VI - Slotbepalingen.

Art. 8. Deze overeenkomst vervangt de overeenkomst van 30.6.1999 en heft ze op.

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002.

Op 1 januari van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens

opzegging door één van de partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst per aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het P.C. voor de handel in voedingswaren, die de leden ervan op de hoogte brengt.

4

Gepresteerde en **gelijkgestelde** dagen.

Lijst opgesteld door het P.C. op 15.12.1971 en gewijzigd op 13.4.1973, 22.12.1976, 13.7.1977, 8.12.1987 en 19.12.1990.

Onder gepresteerde dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen of gedeelten van dagen die werkelijk aan arbeid worden besteed.
2. De dagen of gedeelten van dagen die niet gepresteerd worden doch waarvoor de werkgever verplicht is een loon uit te betalen (bij voorbeeld : gewaarborgd weekloon, betaalde feestdagen, dagen van klein verlet, enz)
3. De dagen gedurende dewelke niet gewerkt wordt omwille van jaarlijkse vakantie waarop de arbeiders recht hebben overeenkomstig de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.
4. De 6de niet-gepresteerde dag van elke vijfdaagse werkweek, ingeval de wekelijkse arbeidstijd in de loop van een kwartaal nu eens over 5, dan weer over meer dan 5 dagen gespreid is.

Onder gelijkgestelde dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen van volledige arbeidsongeschiktheid die het gevolg is van een arbeidsongeval of een beroepsziekte.
2. De dagen van gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid gedurende de eerste twaalf maanden, na een tijd van volledige arbeidsongeschiktheid, wanneer het erkend percentage van ongeschiktheid ten minste 66 % bedraagt.
3. De dagen afwezigheid gedurende de eerste twaalf maand, ingevolge een ongeval dat geen arbeidsongeval is, of een ziekte die geen beroepsziekte is.
4. De rustperiode voor zwangerschap en bevalling : zoals bepaald in art. 39 van de arbeidswet van 16.3.1971.
5. De militaire dienstplicht, op voorwaarde dat de belanghebbende onmiddellijk vóór en na zijn legertijd in dienst is geweest van een onderneming aangesloten bij het Waarborg- en sociaal fonds voor de handel in voedingswaren.
6. De dagen van gewone wederoproeping voor legerdienst met een maximum van 74 of 66 dagen, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de vorming van reservekaders.
7. De dagen besteed aan het nakomen van burgerlijke verplichting (voogd, lid van een familieraad, getuige in rechten, gezworene, kiezer, lid van een stembureau).

8. De dagen besteed aan de uitoefening van een openbaar mandaat en een mandaat in syndicaal verband, bepaald bij art. 16, 9^o en 10^o van het K.B. van 30.3.1967 (B.S. van 6.4.1967) gewijzigd door het K.B. van 20.7.1970 (B.S. van 31.7.1970).
9. De dagen van deelneming aan stages of studiedagen die aan arbeidsopvoeding of aan syndicale vorming gewijd zijn en georganiseerd worden door representatieve organisaties der werknemers of door de bevoegde minister erkende gespecialiseerde instituten, ten belope van maximum 12 dagen per jaar.
10. De dagen van staking of lock-out, in de volgende voorwaarden :
- a. de arbeider moet ten minste één dag effectief werkzaam zijn geweest in de loop der achtentwintig opeenvolgende dagen die de aanvangsdag van de werkstaking of de lock-out voorafgaat
 - b. de staking moet :
 1. voorafgegaan worden door een poging tot verzoening door een bemiddelaar die gekozen werd door de partijen, of op verzoek van één dezer, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid
 2. ingaan na het verstrijken van een collectieve stakingsaanzegging, betekend door een syndicale organisatie die vertegenwoordigd is in het P.C. waaronder de onderneming ressorteert.

Deze opzegging kan ten vroegste betekend worden de 7de dag volgend op de 1ste vergadering welke door de gekozen of aangewezen bemiddelaar gehouden werd.

De opzegging wordt betekend hetzij bij een ter post aangetekende brief en aan ieder individuele werkgever gerichte brief, hetzij door inlassing in de notulen van een verzoeningsvergadering.

Zij neemt een aanvang de dag volgend op de in de loop van welke zij wordt betekend en haar duur is ten minste van zeven dagen.

11. De dagen van gedeeltelijke werkloosheid.
12. De extra-legale vakantieperiode die door de werkgever aan de vreemde arbeiders toegekend wordt, die naar hun land terugkeren.
13. Voor de jonge arbeiders, de schoolperiode en de periode begrepen tussen de datum waarop ze de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidscontract (maximum 4 maanden, deze grens wordt op 31 december gebracht voor de jongeren die het schooljaar volledig beëindigen.
De rechten moeten op dezelfde wijze als voorzien bij de wetgeving betreffende jaarlijkse vakantie der loonarbeiders berekend worden, dit wil zeggen dat het begin van het eerste arbeidscontract moet liggen binnen de 4 maanden na het einde der studies, deze grens wordt gebracht op 31 december (ongeveer 6 maanden) voor de jongeren die hun schooljaar volledig beëindigen.

In dit geval wordt de periode die nog op school doorgebracht werd evenals het deel van de 4 maanden (of 6 maanden) waarin niet gewerkt werd, en die valt tussen de datum van het verlaten van de school en 31 december van het lopende jaar, gelijkgesteld met normale werkdagen.

14. Voor de genietters van brugpensioen, de periode vanaf op brugpensioen-stelling tot 31 december van hetzelfde jaar.
15. Voor de gepensioneerden, de periode vanaf de opruststelling tot 31 december van hetzelfde jaar.
16. De periode vanaf het overlijden van een arbeider, tot 31 december van hetzelfde jaar.
